

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6, allées marines  
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 15 janvier 2025

Références : DREAL/UBD40-64/D2025\_495  
Code AIOT : 0005207489

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **Société CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S.**

Communes de Saint-Cricq-du-Gave (40300) aux lieux-dits « Saint Jouan », « impasse du Château », « Place dou Haou », « Aux Paloubaigt », « Aux Artigaous », « Goueytes », « A la baquette » et de Lahontan (64270) aux lieux-dits « Lile », « Dou Barat dou Mouly » et « Lanot »

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2024 dans l'établissement CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S. implanté sur les communes de Saint-Cricq-du-Gave (40300) et Lahontan (64270). L'inspection a été annoncée le 29/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S
- « Saint Jouan », « impasse du Château », « Place dou Haou », « Aux Paloubaigt », « Aux Artigaous », « Goueytes », « A la baquette » 40300 Saint-Cricq-du-Gave
- « Lile », « Dou Barat dou Mouly » et « Lanot » 64270 Lahontan
- Code AIOT : 0005207489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S est autorisée à exploiter, par arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur les territoires des communes de Saint-Cricq-du-Gave (40300) aux lieux-dits « Saint Jouan », « impasse du Château », « Place dou Haou », « Aux Paloubaigt », « Aux Artigaous », « Goueytes », « A la baquette » et de Lahontan (64270) aux lieux-dits « Lile », « Dou Barat dou Mouly » et « Lanot ».

L'autorisation est accordée jusqu'au 31/12/2036 sur une superficie autorisée de 1 345 365 m<sup>2</sup> et une superficie totale exploitable pour l'extraction de matériaux de 903 000 m<sup>2</sup>.

La production maximale autorisée de la carrière est de 700 000 tonnes/an.

Les produits extraits sont acheminés par bandes transporteuses vers l'installation de traitement exploitée par la société CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S sur le territoire de la commune de Labatut.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Plan d'exploitation	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 7	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Cote minimale de l'extraction	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.3	Demande de justificatifs	15 jours
14	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 8.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
15	Mesure des retombées de poussières	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 8.4.2	Demande de justificatifs	15 jours
16	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 10.1.4	Demande de justificatifs	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations autorisées	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 1.1 (partiel)	Sans objet
2	Rythme de fonctionnement	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 2.2	Sans objet
3	Capacité de production et durée	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 2.4	Sans objet
4	Intégration dans le paysage	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 2.5	Sans objet
5	Déclaration annuelle GEREP	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 2.8	Sans objet
6	Défrichement	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.1	Sans objet
7	Garanties financières	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 15.3 (partiel)	Sans objet
8	Phasage	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.9	Sans objet
11	Méthode d'exploitation	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.4	Sans objet
12	Destination des matériaux	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.10	Sans objet
13	Conditions de remise en état	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 14.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
17	Évolution de la biodiversité du site	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 12	Sans objet
18	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié, article 16 bis	Sans objet
19	Registre RNDTS	Code de l'environnement, article R.541-43-1-II	Sans objet
20	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté ministériel du 12/12/2014, article 2 (partiel)	Sans objet
21	Contrôle visuel des déchets	Arrêté ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
22	Parcelles enclavées numérotée ZI2	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 3.3	Sans objet
23	Déplacement des fossés et cours d'eau	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.7 (partiel)	Sans objet
24	Clôture et accès	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 6.1	Sans objet
25	Remblayage	Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 14.4 (partiel)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté suite à la visite du 27/09/2024 les non-conformités suivantes :

- Le plan de situation du 30/05/2024 ne permet pas de connaître :
  - les zones déjà exploitées non remises en état,
  - les zones remises en état.
- Les piézomètres Pz8, Pz11 et Pz16 ne sont pas conformes au niveau du cadenas et/ou du capot ;
- dépassement de la valeur maximale autorisée du paramètre MES, fixée réglementairement à 35 mg/L sur les 6 dernières analyses de la qualité des eaux souterraines réalisées en 2023 et 2024 sur le piézomètre Pz11 ainsi que sur celle réalisée en mai 2024 sur le piézomètre Pz16 ;
- absence de télétransmission des résultats d'analyses via le site GIDAF.

De plus, l'inspection demande à l'exploitant de justifier :

- de la réception des travaux d'aménagements de la RD 103 par le gestionnaire de la voirie ;
- auprès du préfet du caractère exceptionnel du dépassement de la cote minimale de l'extraction qui ne doit pas être inférieure à 15 mètres NGF ;
- de la conformité de la localisation des points de mesures de retombées de poussières effectuées en 2023 et 2024 avec les emplacements dénommés P1 à P4 localisés en annexe I de l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation susvisé et de lui transmettre un bilan annuel des retombées poussières pour 2023 et 2024 ;
- du contrôle des niveaux sonores réalisé en 2024 par la transmission du rapport.

Les autres constats n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 1.1 (partiel)			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations			
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les activités exercées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :			
Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
2510-1	Exploitation de carrières	Superficie totale exploitable : 1 345 365 m <sup>2</sup> Production moyenne annuelle : 500 000 t Production maximale annuelle : 700 000 t	A
L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriétés de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire sur les parcelles mentionnées à l'article 2.3.			
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare exploiter ses installations conformément à l'article 1.1 de l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation susvisé, sans observation particulière de l'inspection au vu de la visite effectuée le 27/09/2024.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

### N° 2 : Rythme de fonctionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 2.2			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation			
<b>Prescription contrôlée :</b> Les créneaux horaires pour l'ensemble des activités de la carrière sont : – 7h00 – 20h00, du lundi au vendredi inclus, exceptionnellement 22 h – aucune activité d'extraction ou de réaménagement n'est autorisée les samedis, dimanches et jours fériés.			
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare exploiter ses installations conformément à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, sans observation particulière de l'inspection au vu de la visite effectuée le 27/09/2024.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

### N° 3 : Capacité de production et durée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 2.4			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation			
<b>Prescription contrôlée :</b> L'autorisation d'exploitation est accordée sous réserve des droits des tiers jusqu'au 31 décembre 2036. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire. Le tonnage total de matériaux à extraire est de 10 millions de tonnes. La production maximale annuelle de matériaux à extraire est de 700 000 t. L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 6 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation. La remise en état du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé visé à l'article 2.3 doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation. La notification concernant la fin d'exploitation doit être effectuée 6 mois avant la fin de l'autorisation conformément à l'article R.512-76 du code de l'environnement.			

<b>Constats :</b> Vu la déclaration GERE 2024, 531 260 tonnes de matériaux ont été extraits en 2023, respectant la production maximale annuelle de matériaux à extraire autorisée de 700 000 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Intégration dans le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les terres de découvertes seront stockées sous forme de merlons en périphérie de la zone d'extraction, en respectant les prescriptions des articles 5.2 et 5.5 en ce qui concerne leur aménagement. Des merlons d'une longueur totale de 5,7 km, d'une hauteur de 3 m ou de 3,5 m aux endroits nécessaires (au droit des secteurs habités de Saint-Cricq-du-Gave) seront mis en place. Ils seront enherbés à l'aide d'un mélange d'espèces autochtones. Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement. Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état, y compris les matériaux inertes visés à l'article 14.4. Ces matériaux inertes sont placés rapidement, après contrôle, dans les casiers prévus à cet effet.
<b>Constats :</b> L'ensemble des installations sont maintenues propres et entretenues. L'inspection a constaté la présence de merlons en périphérie de la zone d'extraction. À noter la météo particulièrement pluvieuse le jour de la visite d'inspection rendant les pistes trempées avec à quelques endroits des ornières remplies d'eau. Malgré cela, l'inspection n'a pas constaté de dépôt de boues sur les routes d'accès extérieures au site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Déclaration annuelle GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 2.8
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, GERE
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de déclarer à l'inspection de l'environnement, avant le 31 mars de l'année N, le bilan de l'activité réalisée à l'année N-1, à l'aide du formulaire figurant en annexe V du présent arrêté. Une transmission sous forme électronique ou à l'aide d'un autre formulaire peut être sollicitée par l'inspection de l'environnement.
<b>Constats :</b> Vu la déclaration GERE 2024, l'inspection constate que l'exploitant a bien déclaré le bilan de l'activité réalisée en 2023 avant le 31 mars 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Défrichement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'arrêté préfectoral des Landes n°2006-1812 du 31 mai 2006 autorise la société CEMEX GRANULATS SUD-OUEST à défricher sur une superficie totale de 6,1611 hectares et pour une durée de validité de 30 ans.

La décision n°2005-332-3 des Pyrénées-Atlantiques du 28 novembre 2005 autorise la société CEMEX GRANULATS SUD-OUEST à défricher sur une superficie totale de 1,80 hectares et pour une durée de validité de 30 ans.

Les opérations de défrichement sont menées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 janvier 1994, de l'arrêté préfectoral n°2006-1812 du 31 mai 2006 portant autorisation de défrichement des parcelles numérotées 88 à 92, 94, 654, et 34 et 37 en section ZC sur le territoire de la commune de Saint-Cricq-du-Gave et de la décision n°2005-332-3 des Pyrénées-Atlantiques du 28 novembre 2005 portant autorisation de défrichement des parcelles numérotées 5 en section ZI sur le territoire de la commune de Lahontan.

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phase correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le défrichement doit être réalisé exclusivement entre octobre et fin février, en dehors des périodes de reproduction de la faune.

**Constats :**

L'exploitant déclare que la phase III devrait démarrer au 1<sup>er</sup> semestre 2025. Le déboisement de la parcelle 37 interviendra en fin d'exploitation de la phase III et le défrichement de la parcelle 129 en fin de phase IV voir début de phase V.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Garanties financières**

**Référence réglementaire :** Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 15.3 (partiel)

**Thème(s) :** Situation administrative, Garanties financières

**Prescription contrôlée :**

Compte-tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure sur le document transmis en début d'exploitation ou à la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document conforme à l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période. [...]

**Constats :**

L'exploitant dispose de garanties financières valides jusqu'au 14 janvier 2029.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Phasage**

**Référence réglementaire :** Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation de la superficie autorisée doit être conduite en 5 phases comme décrites dans le dossier du pétitionnaire.

Phase	Superficie à exploiter (en m <sup>2</sup> )	Volume à exploiter (en m <sup>3</sup> )	Tonnage à exploiter (en t)	Volume de découverte à décaper (en m <sup>3</sup> )	Durée de la phase (exploitation du gisement) en années
I	215 000	1 000 000	2 000 000	292 500	5
II	215 000	1 250 000	2 500 000	292 500	5
III	215 000	1 250 000	2 500 000	292 500	5
IV	215 000	1 250 000	2 500 000	292 500	5
V	43 000	250 000	500 000	58 500	3
Total	903 000	5 000 000	10 000 000	1 228 500	

<b>Constats :</b> L'exploitant déclare être en fin d'exploitation de la phase IIb. L'exploitation de la phase III devrait débuter au cours du 1 <sup>er</sup> semestre 2025. L'exploitant déclare ne pas avoir relevé à ce jour de motif rédhibitoire de retard quant à l'exploitation de son site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi annuellement par l'exploitant où sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> <li>– les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres,</li> <li>– les bords de la fouille,</li> <li>– les courbes de niveau et les cotes d'altitude des points significatifs (cote NGF),</li> <li>– les relevés bathymétriques,</li> <li>– les zones en cours d'exploitation,</li> <li>– les zones déjà exploitées non remises en état,</li> <li>– les zones remises en état,</li> <li>– la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés aux articles 5.6 et 6.2 ci-dessus, et si'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,</li> <li>– les bornes visées à l'article 3.2,</li> <li>– les pistes et voies de circulation,</li> <li>– les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,</li> <li>– les zones de remblayage à l'aide des matériaux inertes,</li> <li>– les installations fixes de toute nature (bandes transporteuses, canalisation et sectionnements visés à l'article 11 ci-après, locaux, etc.</li> </ul> Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente, etc.). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et de terre végétale présents sur le site. Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.
<b>Constats :</b> Vu le plan d'exploitation du 30/05/2024, l'inspection constate qu'il ne permet pas de distinguer toutes les mentions réglementaires et notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les zones déjà exploitées non remises en état,</li> <li>• les zones remises en état.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant de compléter le plan de situation lors de la prochaine mise à jour avec la localisation et la superficie des zones déjà exploitées non remises en état et des zones remises en état.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 10 : Cote minimale de l'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation



<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'épaisseur maximale de l'extraction autorisée est de 11,9 m. Elle est composée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– découverte d'une épaisseur moyenne de 1,5 m, comprenant les terres végétales et les stériles de découverte ;</li> <li>– gisement exploitable d'une épaisseur moyenne de 6 m (mini : 4,2 m ; maxi : 9,3 m).</li> </ul> <p>La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à 15 m NGF, correspondant à l'atteinte du substratum marneux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La cote minimale de l'extraction relevée sur le plan d'exploitation en 2022 est de 14,63 m NGF, notamment sur la parcelle cadastrée ZI 6 au lieu-dit « Le Lanot » au milieu du lac n°4 sur la commune de Lahontan.</p> <p>L'inspection des installations classées a été informé de ce dépassement, dans le but d'exploiter l'ensemble du gisement, par courriel daté du 20 avril 2022.</p> <p>Par mail daté du 21 avril 2022, l'inspection des installations classées a proposé à l'exploitant la possibilité de demander la modification de l'article 5.3 de l'arrêté interpréfectoral d'autorisation du 26 décembre 2013, pour viser à optimiser l'exploitation de la ressource en prenant en compte que le substratum marneux peut se trouver sous les 15 m NGF.</p> <p>L'inspection des installations classées note qu'aucune suite n'a été donné par l'exploitant et ce bien que cette observation lui a été rappelé dans son rapport d'inspection daté du 07/11/2023, faisant suite à la visite d'inspection du 12/07/2023, et rappelle à nouveau à l'exploitant son obligation de respecter les dispositions de l'arrêté interpréfectoral d'autorisation du 26 décembre 2013 et notamment son article 5.3 quant au respect de la cote minimale de l'extraction qui ne doit pas être inférieure à 15 m NGF.</p> <p>L'exploitant déclare qu'un courrier sera transmis au préfet pour indiquer que l'exploitation sous la cote de 15 m NGF était exceptionnelle et que l'exploitation des autres périmètres d'extraction du site sera conforme aux prescriptions de l'arrêt préfectoral d'autorisation susvisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'informer le préfet que l'exploitation sous la cote de 15 m NGF sur la parcelle cadastrée ZI 6 au lieu-dit « Le Lanot » au milieu du lac n°4 sur la commune de Lahontan était exceptionnelle et que l'exploitation des autres périmètres d'extraction du site sera conforme aux prescriptions de l'arrêt préfectoral d'autorisation susvisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 11 : Méthode d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert en fouille partiellement noyée de sables et graviers, avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement.</p> <p>Les matériaux extraits lors du décapage sont directement réutilisés pour la remise en état des terrains exploités précédemment, ou stockés provisoirement sous formes de merlons en bordure de zone exploitable, conformément aux dispositions de l'article 2.5.</p> <p>L'extraction des matériaux est réalisée à l'aide d'une excavatrice à godets ou d'une pelle mécanique.</p> <p>L'usage d'explosifs est interdit sur l'ensemble du site.</p> <p>Compte-tenu de la profondeur de l'extraction, un seul front de taille peut comprendre un pallier de 9,30 m de hauteur, incliné selon une pente maximale de 1V/1H sous eau et 1V/2H hors d'eau.</p> <p>Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état est interdit.</p> <p>L'avancement de l'extraction s'effectuera par tranches successives de 140 000 à 225 000 m<sup>2</sup>, tout en maintenant la surface ouverte en cours d'extraction à un maximum de 50 000 m<sup>2</sup>.</p>

<p>L'emprise du chantier, en cours d'exploitation est limité à une surface maximale de 190 000 m<sup>2</sup> (surfaces liées à la préparation, à l'extraction et à la remise en état).</p> <p>Les surfaces défrichées en attente de mise en exploitation et les surfaces remodelées en attente de reboisement ne doivent pas dépasser une surface maximale de 50 000 m<sup>2</sup> par zone d'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare exploiter le site à l'aide d'une dragline, l'inspection des installations classées en ayant été informé par courriel daté du 20 avril 2022, sans observation de la part de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Destination des matériaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les matériaux extraits doivent être utilisés conformément aux dispositions des schémas départementaux des carrières des départements des Landes et des Pyrénées Atlantiques, approuvés par les arrêtés préfectoraux respectifs du 18 février 2003 et du 12 avril 2002.</p> <p>Les matériaux extraits sont transportés exclusivement par bandes transporteuses vers l'installation de traitement de Labatut.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare que les matériaux extraits sont bien traités dans l'unité de traitement de Labatut. L'inspection n'a pas constaté le jour de la visite le transport de matériaux extraits par camions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 13 : Conditions de remise en état

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 14.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, la remise en état comporte, y compris le nettoyage général du site, les principales dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– création de 2 plans d'eau, dont un à vocation écologique et un à vocation de loisirs ;</li> <li>– les contours des plans d'eau ne présentent pas de grande section rectiligne et auront des pentes telles que présentées en annexe I ;</li> <li>– création d'un cheminement autour du plan d'eau à vocation de loisirs ;</li> <li>– les plans d'eau seront pourvus de radeaux flottants enherbés ;</li> <li>– mise en place d'une surverse au niveau du lieu-dit Gouyetes, ainsi qu'entre les 2 plans d'eau, aux emplacements figurant en annexe I. Ces surverses seront calées à 24,5 m NGF et seront consolidées par des enrochements ;</li> <li>– création d'une zone enherbée de 35 ha au nord du site. Cette zone sera maintenue en prairie de fauche, sans adjonction d'engrais ou de pesticides ;</li> <li>– régalaie de la terre végétal sur toutes les zones remblayées, l'enherbement étant effectué après un décompactage des sols ;</li> <li>– les zones remblayées présentent des dépressions ponctuelles pouvant aller jusqu'à 50 cm de profondeur ;</li> <li>– création de 3 bosquets d'une surface totale de 3,5 ha, constitués de chênes pédonculés et d'autres essences locales, dont un traversé par le ruisseau de Bachot au sud du plan d'eau Ouest ;</li> <li>– création de haies le long des RD 22 et RD 329, ainsi qu'en bordures Est et Ouest du site : <ul style="list-style-type: none"> <li>– la haie Est sera constituée de Saules et de Charmes ;</li> <li>– la haie Ouest, d'une longueur de 1 km, sera composée d'aulnes, frênes communs, érables sycomore, saules roux-cendré, saules marsault ;</li> </ul> </li> <li>– le ruisseau de l'Ariou de Peyré sera mis en place dans le secteur remblayé, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 5.7 ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>– le pont transbordeur sera démonté, de même que les bandes transporteuses et leurs supportages respectifs. Le tracé des bandes transporteuses devra faire l'objet d'un enherbement après leur retrait ;</li> <li>– toutes les dispositions sont prises pour éviter le développement des espèces invasives, à la fois dans les plans d'eau et à l'extérieur de ceux-ci. En cas de découverte de plantes invasives, la zone devra être banalisée. Les modalités d'élimination devront être déterminées par des spécialistes des espèces concernées.</li> </ul> <p>L'ensemencement devra être réalisé en utilisant les espèces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Menthe des champs ;</li> <li>– Pulicaire ;</li> <li>– Eupatoire chavrine ;</li> <li>– Gesse des prés ;</li> <li>– Rumex.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare réaliser les opérations de remise en état au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation du site et être attentif à la non-prolifération des espèces invasives en adoptant les mesures nécessaires.</p> <p>Les dernières opérations de remise en état réalisées concernent le comblement du bassin « Haou » situé au nord-ouest du site ainsi que le lac situé au sud du bassin « Haou » pour lequel l'exploitant précise qu'il ne resterait à combler que l'extrémité au sud-ouest du lac actuellement encore en eau (opération en cours de réalisation).</p> <p>L'exploitant déclare que le risque d'être soumis dans le futur à une problématique concernant l'apport de matériaux pour la réalisation des travaux de remise en état de son site évoqué lors de la visite d'inspection du 12/07/2023 n'est plus d'actualité, car il disposerait de quantités suffisantes en boues et fines en provenance de l'installation de traitement de Labatut.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 14 : Surveillance des eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 8.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant maintient en place un réseau de 11 piézomètres positionnés conformément au plan figurant en annexe I du présent arrêté. Ce réseau sera complété, dans le mois suivant la notification du présent arrêté, par 2 piézomètres positionnés entre PZ2 et PZ11. Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadénassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site. Les piézomètres situés au sein de zones destinées à faire l'objet d'une extraction (PZ3, PZ4, PZ5, PZ7) devront être déplacés préalablement au décapage des zones concernées. Leur nouvelle localisation devra être déterminée par un hydrogéologue et transmis à l'inspection de l'environnement. PZ3 sera relocalisé à proximité de la parcelle ZI2 non extraite. L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de basses et hautes eaux sur les piézomètres mentionnés ci-dessus et sur les paramètres suivants : pH, MES, DCO, DBO, conductivité et hydrocarbures totaux.</p> <p>Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur. Le niveau piézométrique doit être relevé à chaque campagne.</p> <p>Les résultats d'analyse commentés doivent être transmis à l'inspecteur de l'environnement dans le mois qui suit leur connaissance par l'exploitant. Toute anomalie lui est signalée sans délai.</p> <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur de l'environnement du résultat de ses investigations, et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>Lorsque les piézomètres sont localisés hors du site, sur des propriétés, publiques ou privées, une convention relative aux conditions d'accès et de réalisation des prélèvements doit être signée, avec chacun des propriétaires concernés. Chaque convention est tenue à la disposition de l'inspecteur de l'environnement.</p>

Les modalités de surveillance telles que le nombre et l'emplacement des piézomètres, les paramètres à surveiller, la fréquence des prélèvements, etc. pourront être aménagés ou adaptés, au vu des résultats d'analyses prévus ci-dessus.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que l'exploitant assure une surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines durant laquelle le niveau des 13 piézomètres du site est également relevé.</p> <p>Le compte-rendu des analyses réalisées en 2023 et des deux premières campagnes réalisées en 2024 ont été présentés et transmis à l'inspection.</p> <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 campagnes de prélèvement et d'analyse ont été réalisées en 2023 (février, mai, août et novembre 2023) bien que l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation ne prescrit que deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses ;</li> <li>• l'ensemble des paramètres prescrits sont analysés ;</li> <li>• plusieurs piézomètres sont décrits dans les rapports comme présentant des dysfonctionnements au niveau du cadenas et/ou du capot, notamment les piézomètres Pz8, Pz11 et Pz16) ;</li> <li>• les 6 mesures du paramètre MES sur le piézomètre Pz11 (4 mesures en 2023, 2 mesures en 2024) présentent des résultats non-conformes avec de forts dépassements de la valeur réglementaire autorisée, fixée à 35 mg/L, dont notamment une mesure égale à 1 000 mg/L relevés en août 2023 ;</li> <li>• la mesure du paramètre MES réalisée au mois de mai 2024 sur le piézomètre Pz16 présente un résultat non-conforme avec un dépassement de la valeur réglementaire autorisée, fixée à 35 mg/L, dont notamment une mesure égale à 140 mg/L relevés en août 2023 ;</li> </ul> <p>L'exploitant ne procède pas à la télétransmission des résultats d'analyses via le site GIDAF.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de garantir le maintien en bon état de chacun de ces piézomètres, notamment des piézomètres Pz8, Pz11 et Pz16), et de veiller à ce qu'ils soient tous capuchonnés et cadénassés ;</li> <li>• de soumettre à l'inspection les mesures qu'il envisage de mettre en place pour un retour rapide à la conformité pour ce qui concerne les mesures du paramètre MES sur les piézomètres Pz11 et Pz16 ;</li> <li>• de procéder à la télétransmission des résultats d'analyses via le site GIDAF.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 15 : Mesure des retombées de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité de l'air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place aux emplacements précisés en annexe du présent arrêté, à l'aide de plaquettes de dépôt.</p> <p>L'implantation et l'exploitation de ces plaquettes sont conformes à la norme NFX 43-007 et doivent se situer à proximité des emplacements dénommés P1 à P4 matérialisés en annexe I du présent arrêté.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs, sont effectués une fois par mois en juin, juillet et août.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant assure une surveillance annuelle des retombées de poussières sur 6 points de mesures (P1 à P6).</p> <p>Les comptes-rendus des analyses réalisées en 2023 et 2024 ont été présenté et transmis à l'inspection.</p>

L'inspection constate qu'en l'absence de carte localisant les points de mesures effectuées, il est impossible de juger de la conformité de la localisation des mesures effectuées avec les emplacements dénommés P1 à P4 réglementairement localisés en annexe I de l'arrêté interpréfectoral d'autorisation susvisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant de justifier de la conformité de la localisation des points de mesures effectuées en 2023 et 2024 avec les emplacements dénommés P1 à P4 localisés en annexe I de l'arrêté interpréfectoral d'autorisation susvisé. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un bilan annuel des retombées poussières pour 2023 et 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 16 : Contrôle des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 10.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dans le mois suivant la notification du présent arrêté et ensuite l'exploitant fait réaliser, au moins tous les 3 ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection de l'environnement. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Les résultats et l'interprétation de ces mesures sont transmis à l'inspection de l'environnement dans le mois suivant leur réalisation. Les frais occasionnés par tous ces différents contrôles sont à la charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b> Des mesures de contrôle des niveaux sonores ont été réalisés en 2021. Les résultats de ce contrôle ne présentent pas de non-conformités. L'exploitant déclare que les mesures de contrôle des niveaux sonores 2024 ont été réalisées lors de la première quinzaine du mois de septembre 2024 et déclare être en attente du rapport de mesure.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant la transmission du rapport de contrôle des niveaux sonores réalisé en 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 17 : Évolution de la biodiversité du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Biodiversité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit réaliser en concertation avec une structure compétente en matière de biodiversité, un suivi de l'état des populations de Cuivré des marais, de la Cordulie à corps fin ainsi que de l'Elanion blanc sur les zones périphériques aux surfaces en travaux et sur les zones remises en état ou non exploitées du site. Ce suivi sera bisannuel et se déroulera durant la période de mi-juin à mi-juillet (le cas échéant mi-septembre).

<p>Un état récapitulatif des mesures et de la surveillance est adressé à l'échéance de chaque phase quinquennale à l'inspection de l'environnement. Cette transmission sera accompagnée notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une analyse des résultats obtenus ;</li> <li>• d'un descriptif des actions mises en œuvre ou envisagées.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les suivis écologiques réalisés par la LPO suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le bilan 2023 sur le suivi de la nidification de l'Élanion blanc ;</li> <li>• une mise à jour daté du mois de février 2023 du plan de phasage en faveur de l'Élanion blanc pour la période 2023-2025</li> <li>• un plan de gestion daté du mois d'octobre 2023 en faveur du Cuivré des marais sur deux parcelles compensées.</li> </ul> <p>L'exploitant a également transmis à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• son programme d'action daté du mois de décembre 2022 de réduction et d'éradication de l'ensemble des espèces exotiques envahissantes présentes sur la carrière</li> <li>• le suivi écologique réalisé par la SEPANSO sur l'ancienne gravière « Le Passage » sur la commune de Labatut, proche de la carrière actuelle, entre fin 2022 et début 2024 ;</li> <li>• un devis signé daté du 19/08/2024 en faveur de la LPO pour la réalisation du plan de gestion quinquennal des parcelles réaménagées sur la carrière ;</li> <li>• une proposition de contrat entre CEMEX et la SEPANSO daté du mois d'avril 2024 pour établir un plan de gestion du site « Le Passage » comprenant en 2024 un plan de gestion écologique pour le Cuivré des marais et la Cistude d'Europe et en 2025 le suivi écologique de ces deux espèces.</li> </ul> <p>L'inspection constate que le suivi écologique des espèces présentes sur la carrière est réalisé par l'exploitant et lui rappelle son obligation d'établir et de transmettre à l'inspection à l'échéance de chaque phase quinquennale un état récapitulatif des mesures et de la surveillance qui devra notamment comporter une analyse des résultats obtenus et un descriptif des actions mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 18 : Plan de gestion des déchets d'extraction

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié, article 16 bis</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PGDE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li> <li>• le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li> <li>• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li> <li>• les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> <li>• une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li> <li>• les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li> </ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation dispose d'un plan de gestion des déchets d'extraction valide jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2026. L'inspection rappelle qu'à l'occasion du démarrage des travaux d'exploitation de la phase III, le plan de gestion devra être révisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 19 : Registre RNDTS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.541-43-1-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, RNDTS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article <a href="#">R. 541-43</a> peuvent constituer une unique base de données.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu l'extraction du registre national des terres excavées et sédiments (RNDTS) réalisée le jour de la visite pour la période du 01/01/2023 au 31/12/2023, l'inspection constate que l'exploitant renseigne les données des matériaux inertes extérieurs entrants dans la carrière pour le remblaiement de cette dernière.</p> <p>Pour la période du 01/01/2023 au 31/12/2023, l'inspection constate que cela représente 729 déclarations pour 13 353,54 tonnes de matériaux entrants.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 20 : Procédure d'acceptation préalable

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 12/12/2014, article 2 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accueil d'inertes extérieurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. – Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'<a href="#">annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement</a>, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;</li> <li>• des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;</li> <li>• des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• des déchets non pelletables ;</li> <li>• des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;</li> <li>• des déchets radioactifs. [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare qu'une déclaration d'acceptation préalable entre le client et CEMEX est établie et reprend toutes les données réglementaires obligatoires.</p> <p>L'exploitant vérifie que les déchets concernés sont de nature à être admis dans la carrière et qu'ils ne rentrent dans aucune des catégories décrites à l'article 2 de l'arrêté ministériel susvisé.</p> <p>L'exploitant vérifie également l'origine des déchets et contrôle qu'ils ne proviennent pas d'un site contaminé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 21 : Contrôle visuel des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 12/12/2014, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accueil d'inertes extérieurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare que tout chargement de déchets fait bien l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation ainsi qu'un contrôle visuel et olfactif des déchets est bien réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Le contrôle est également renforcé par un contrôle caméra.</p> <p>À ce titre, l'exploitant déclare qu'un lot qui avait fait l'objet d'une DAP a été refusé en début d'année 2024 au moment du déchargement sur la plateforme sur la base d'un contrôle olfactif négatif.</p> <p>L'exploitant confirme qu'à ce titre, un bon de refus a été signé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 22 : Parcelles enclavées numérotée ZI2

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements spéciaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'accès à la parcelle enclavée numérotée ZI2 sur la commune de Lahontan est maintenu de façon permanente, conformément au plan de phasage figurant en annexe I. Il doit être assuré sans que les utilisateurs de cette parcelle n'aient à franchir les clôtures prévues à l'article 61.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que l'accès à la parcelle enclavée numérotée ZI2 sur la commune de Lahontan est libre et bien maintenu de façon permanente.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 23 : Déplacement des fossés et cours d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.7 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements spéciaux</p>



<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Un fossé temporaire sera créé le long de la parcelle ZI2 et connecté au ruisseau de l'Arriou de Peyré, pour permettre le déplacement des espèces protégées identifiées en 2011, tel que présenté sur le plan figurant en annexe I.
<b>Constats :</b> L'inspection avait constaté lors de la visite d'inspection du 12/07/2023 que le fossé temporaire créé le long de la parcelle ZI2 et connecté au ruisseau de l'Arriou de Peyré pour permettre le déplacement des espèces protégées identifiées en 2011 était en partie obstrué à plusieurs endroits. L'inspection constate lors de la visite de ce jour que le fossé temporaire a été reconstitué et peut à nouveau remplir pleinement sa fonction.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 24 : Clôture et accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les heures d'activités, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation, notamment l'accès au front en cours d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, et d'autre part à proximité des zones clôturées. Les plans d'eau présents sur le périmètre d'autorisation sont pourvus de merlons d'une hauteur minimale de 1,5 m avec panonceaux signalant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade).
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'accès à la carrière est clôturée ;</li> <li>• le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, et d'autre part à proximité des zones clôturées ;</li> <li>• les plans d'eau présents sur le périmètre d'autorisation sont pourvus de merlons d'une hauteur d'au moins 1,5 m avec panonceaux signalant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 25 : Remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 14.4 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les matériaux inertes ne peuvent être déversés que dans les secteurs reportés sur le plan figurant en annexe I. La quantité maximale de déchets inertes susceptibles d'être utilisés sur le site est de 720 000 m <sup>3</sup> . Les matériaux inertes extérieurs ne sont pas bennés directement en fond de fouille mais entreposés temporairement sur une plateforme située en bordure d'excavation. Avant enfouissement, ils subissent un examen visuel et un tri qui permettent de déceler les éléments indésirables (bidons, fûts, ferrailles, plastiques...). Une benne pour la récupération des refus est présente sur le site. L'élimination des déchets ainsi récupérés doit être effectuée via les filières agréées et est à la charge de l'exploitant. Le remplissage de la zone d'extraction par les inertes doit être réalisé à l'aide d'un boueur depuis la plateforme de tri située en bordure d'excavation. Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

Le recouvrement des remblais sera effectué à l'aide de stériles et de terres de découverte sur une épaisseur d'environ 1 m, permettant de procéder aux plantations des parties remblayées.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriées la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Ce plan est mis à jour aussi souvent que nécessaire et à minima annuellement.

**Constats :**

L'inspection a constaté la présence d'une plateforme située en bordure d'excavation pour l'entreposage temporaire des matériaux extérieurs et d'une benne destinée à la récupération des matériaux refusés.

Le registre des déchets extérieurs a été présenté à l'inspection et ne présente pas de non-conformité.

L'exploitant renseigne en outre le registre national des terres excavées et sédiments (RNDTS).

**Type de suites proposées :** Sans suite